



Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix et la Sécurité

DÉCLARATION DU MOUVEMENT DES FEMMES ET FILLES POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ AU BURUNDI CONCERNANT LE CAS DE SANDRA MUHOZA

Le Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix et la Sécurité au Burundi (MFFPS) exprime son profond désaveu face à l’incarcération de Sandra Muhoza, journaliste burundaise emprisonnée depuis plus de sept mois. Elle est accusée d’avoir partagé un message privé via WhatsApp, considéré comme portant atteinte à l’intégrité du territoire national et incitant à la haine ethnique. Lors de son procès le 12 novembre dernier, le parquet a requis une peine disproportionnée de 12 ans de prison, accompagnée d’une amende d’un million de francs burundais.

Le MFFPS considère ces accusations comme infondées et profondément injustes. La procédure engagée contre elle est non seulement arbitraire, mais illustre également la répression croissante des libertés fondamentales, en particulier de la liberté de la presse, au Burundi. L’arrestation de Sandra Muhoza constitue un avertissement à l’intention de tous les journalistes qui osent défier les narratifs officiels et traiter des sujets sensibles pour la société burundaise.

Nous appelons à la libération immédiate de Sandra Muhoza et exhortons les autorités burundaises à respecter le droit à la liberté d’expression et d’information, des droits garantis par les instruments internationaux relatifs aux droits humains, auxquels le Burundi est signataire. Nous dénonçons fermement cette atteinte aux droits fondamentaux et appelons la communauté internationale à se mobiliser pour défendre la liberté de la presse et soutenir les journalistes au Burundi.

Cette affaire nous rappelle l’importance cruciale de garantir un environnement où les journalistes peuvent exercer leur métier en toute sécurité, sans craindre de représailles. Le MFFPS réaffirme son engagement à défendre les droits humains, en particulier ceux des femmes et des filles, dans les contextes où les libertés sont menacées.



Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix et la Sécurité

Nous espérons que justice sera rendue et que les autorités burundaises prendront les mesures nécessaires pour éviter que de telles situations ne se reproduisent.

Fait ce 19 novembre 2024

Carène Kelly INARUKUNDO

Directrice Exécutive du MFFPS